



Manuel de droit

© Copyright by AESS

1^{re} édition, 2024
auteurs : Beat Hensler et Nino Hafner
traduction : AESS

Table des matières

Index des mots clés	5	3.3 Autorisation exceptionnelle pour armes interdites	14
A. Avant-propos	5	3.4 Contrat écrit	15
B. Objectifs primordiaux	5	4. Remarques particulières	15
C. Introduction	6	4.1 Conservation d'armes et de munitions	15
1. Importance du droit	6	4.2 Personnes domiciliées à l'étranger et ressortissants étrangers non titulaires d'un permis d'établissement	15
2. Droit privé et droit public	6	4.3 Port et transport d'objets dangereux	15
D. Droit de l'État	7	5. Dispositions pénales	16
1. Valeurs fondamentales de l'ordre juridique suisse	7	F. Droit privé	17
1.1 Principe de la légalité	7	1. Introduction	17
1.2 Obligation de respecter la Constitution	7	1.1 Autonomie privée	17
1.2.1 Liberté personnelle	8	1.2 Exceptions	17
1.2.2 Libertés d'opinion et d'information, liberté de réunion	8	2. Droit des personnes	18
1.2.3 Interdiction de la discrimination	8	2.1 Introduction	18
1.3 Démocratie	9	2.2 Jouissance des droits civils (capacité civile passive)	18
1.4 Division du pouvoir	9	2.3 Exercice des droits civils (capacité civile active)	18
1.4.1 Le pouvoir législatif (le législatif)	9	2.4 Incapacité d'exercer les droits civils	18
1.4.2 Le pouvoir judiciaire (le judiciaire)	10	2.5 Incapacité restreinte	18
1.4.3 Le pouvoir exécutif (l'exécutif)	10	2.6 Mineurs avec incapacité spécifique d'exercer les droits civils	19
2. Particularités de la Confédération suisse	10	2.7 Limites de la personnalité	19
2.1 État fédéral	10	3. Droits réels	19
2.2 Fédéralisme	10	3.1 Introduction	19
2.3 Répartition des compétences entre la Confédération, les cantons et les communes	10	3.2 Propriété	20
3. Principe de proportionnalité	11	3.2.1 Droits réels	20
3.1 Adéquation/apptitude	11	3.2.2 Propriété mobilière	20
3.2 Nécessité	11	3.2.3 Propriété foncière	20
3.3 Pesée des intérêts en présence (proportionnalité au sens étroit)	11	3.3 Possession	20
E. Législation sur les armes	13	3.3.1 Introduction et définition	20
1. Introduction	13	3.3.2 Trouble de la possession et protection de la possession	21
2. Objet, champ d'application et définitions	13	3.3.3 Usage autorisé de la force pour protéger la possession	22
2.1 Armes au sens de la loi sur les armes (art. 4 al. 1 LArm)	13	4. Code des obligations	24
2.2 Objets non considérés comme des armes	13	4.1 Obligation	24
2.3 Accessoires d'armes (art. 4 al. 2 LArm)	13	4.1.1 Introduction	24
2.4 Munitions	13	4.1.2 Obligation résultant d'un acte juridique	24
2.5 Objets dangereux	13	4.1.3 Obligation résultant de la loi	24
2.6 Armes de chasse interdites	14	4.1.4 Représentation	25
3. Acquisition d'armes	14	4.2 Gestion d'affaires sans mandat	25
3.1 Contrat écrit pour les armes soumises à déclaration	14	4.2.1 Introduction	25
3.2 Permis d'acquisition d'armes pour les armes soumises à autorisation	14	4.2.2 Droits du gérant	25
		4.2.3 Obligations du gérant	26
		4.3 Obligation résultant d'un enrichissement illégitime	26
		4.3.1 De quoi s'agit-il?	26

4.3.2 Différence par rapport à l'acte illicite	26	2.1 Crimes	39
4.3.3 Signification pour les services de sécurité	26	2.2 Délits	39
4.4 Obligation résultant d'un contrat	26	2.3 Contraventions	39
4.4.1 Naissance et validité	26	3. Infractions poursuivies d'office et	
4.4.2 Exigences de forme	27	infractions poursuivies sur plainte	39
4.5 Conséquences et exécution du contrat	28	4. Trois conditions cumulatives de l'infraction	40
4.6 Obligation résultant d'un acte illicite	28	4.1 Typicité	40
4.6.1 Éléments de l'acte illicite	28	4.1.1 Généralités	40
4.6.2 Conséquences	29	4.1.2 Éléments objectifs constitutifs de l'infraction	41
4.6.3 Responsabilité objective	29	4.1.3 Éléments subjectifs constitutifs de l'infraction :	
G. Droit du travail	31	intention, négligence	41
1. Loi sur le travail	31	4.2 Motifs justificatifs	41
1.1 Introduction	31	4.2.1 Motifs justificatifs du code pénal	42
1.2 Principales dispositions :	31	4.2.2 Motifs justificatifs hors du code pénal	42
1.2.1 Pauses (art. 15 LTr et art. 18 OLT 1)	31	4.2.3 Motifs justificatifs extra-légaux	42
1.2.2 Travail supplémentaire	31	4.2.4 Légitime défense et légitime défense d'autrui	
1.2.3 Heures supplémentaires	31	(ou assistance à personne en danger)	42
1.2.4 Durée maximale de la semaine de travail		4.2.5 État de nécessité et assistance en cas	
et jours de travail max. par semaine	32	d'état de nécessité	43
1.2.5 Durée maximale de la journée de travail	32	4.2.6 Actes autorisés par la loi	43
1.2.6 Durée du repos quotidien	32	4.3 Motifs d'exclusion de la culpabilité et	
1.2.7 Travail de nuit et travail du dimanche	32	motifs d'atténuation de la culpabilité	44
1.2.8 Dimanches de congé	32	4.3.1 Irresponsabilité totale	44
1.3 Responsabilités	32	4.3.2 Responsabilité restreinte	44
1.4 Aperçu des durées maximales de travail		4.3.3 Conséquences juridiques de l'irresponsabilité	
et des durées de repos prévues par la loi	33	ou de la responsabilité restreinte	44
2. Contrat individuel de travail	33	4.3.4 Cas particulier : commettre un acte en	
2.1 Principaux éléments du contrat de travail	33	étant responsable de son irresponsabilité	45
2.2 Obligations de l'employeur	33	5. Erreur	45
2.3 Obligations du travailleur	34	5.1 Erreur sur les faits (erreur de fait)	45
3. Convention collective de travail et déclaration		5.2 Cas spécial : légitime défense putative	45
de force obligatoire générale	34	6. Plainte pénale	46
3.1 Convention collective de travail (CCT)	34	6.1 Droit de plainte (ou droit de porter plainte)	46
3.2 Extension du champ d'application d'une CCT		6.2 Délai et forme	46
(force obligatoire générale)	35	6.3 Renonciation et retrait	46
3.3 Commission paritaire	35	6.4 Indivisibilité	47
4. Mandat	35	7. Types de sanctions	47
4.1 Introduction	35	I. Partie spéciale du code pénal	48
4.2 Obligations du mandataire	35	1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle	48
4.3 Conséquences de la violation d'une obligation	36	1.1 Meurtre (art. 111 CP)	48
4.4 Obligations du mandant	36	1.2 Assassinat (art. 112 CP)	48
4.5 Remarques particulières	36	1.3 Meurtre passionnel (art. 113 CP)	49
4.6 Révocation et répudiation du mandat	37	1.3.1 Acte commis par une personne en proie	
H. Droit pénal – Introduction et partie		à une émotion violente (que les circonstances	
générale du code pénal	38	rendent excusable)	49
1. Vue d'ensemble	38	1.3.2 Acte commis par une personne dans	
2. Types d'infractions : crimes, délits		un état de profond désarroi (que les	
et contraventions	38	circonstances rendent excusable)	49

1.4 Meurtre sur la demande de la victime (art. 114 CP)	49	4.4 Violation de domicile (art. 186 CP)	65
1.5 Incitation et assistance au suicide (art. 115 CP)	49	5. Falsification de documents	66
1.6 Digression : assistance au décès (euthanasie)	50	5.1 Faux dans les titres (art. 251 CP)	66
1.6.1 Euthanasie active directe	50	5.2 Faux dans les certificats (art. 252 CP)	67
1.6.2 Euthanasie active indirecte	50	6. Infractions contre l'autorité publique	68
1.6.3 Euthanasie passive	50	6.1 Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires (art. 285 CP)	68
1.6.4 Assistance au suicide	50	6.1.1 Empêchement d'accomplir un acte officiel par la violence ou la menace	68
1.6.5 Mesure de médecine palliative	50	6.1.2 Contrainte d'accomplir un acte officiel par la violence ou la menace	68
1.7 Homicide par négligence (art. 117 CP)	50	6.1.3 Voies de fait lors d'un acte officiel	68
1.8 Lésions corporelles graves (art. 122 CP)	50	6.2 Empêchement d'accomplir un acte officiel (art. 286 CP)	68
1.9 Lésions corporelles simples (art. 123 CP)	51	6.3 Usurpation de fonctions (art. 287 CP)	68
1.10. Lésions corporelles par négligence (art. 125 CP)	52	6.4. Insoumission à une décision de l'autorité (art. 292 CP)	69
1.11. Voies de fait (art. 126 CP)	52	J. Droit de la procédure pénale	70
1.12. Rixe (art. 133 CP)	53	1. Procédure pénale	70
1.13. Agression (art. 134 CP)	53	2. Déroulement de la procédure pénale	70
2. Infractions contre le patrimoine	53	3. Preuve dans la procédure pénale	71
2.1 Éléments communs constitutifs d'infractions	53	4. Procédure pénale en matière de contraventions	72
2.1.1 Chose mobilière appartenant à autrui	53	5. Procédure relative aux amendes d'ordre	72
2.1.2 Dommages	54	6. Arrestation provisoire	73
2.1.3 Appropriation	54	6.1 Par la police (art. 217 CPP)	73
2.1.4 Dessein d'enrichissement	54	6.2 Par des particuliers (droit de chacun et de chacune selon l'art. 218 CPP)	73
2.2 Caractéristiques personnelles particulières	54	7. Mise sous séquestre par des particuliers (garantie à titre provisionnel)	73
2.2.1 La perpétration par métier	54	8. Déclaration en tant que personne appelée à donner des renseignements ou que témoin	74
2.2.2 La perpétration en bande	54	9. Obligation de réparer incombant à l'État en cas d'appréhension par des particuliers (p. ex. par des agents et agentes de sécurité)	75
2.3 Infractions d'importance mineure (art. 172 ^{ter} CP)	54		
2.4 Infractions d'appropriation (art. 137 à 140 CP)	55		
2.4.1 Vue d'ensemble	55		
2.4.2 Appropriation illégitime (art. 137 CP)	55		
2.4.3 Abus de confiance (art. 138 CP)	56		
2.4.4 Vol (art. 139 CP)	57		
2.4.5 Brigandage (art. 140 CP)	57		
2.5 Autres infractions contre le patrimoine	58		
2.5.1 Soustraction d'une chose mobilière (art. 141 CP)	58		
2.5.2 Dommages à la propriété (art. 144 CP)	59		
2.5.3 Escroquerie (art. 146 CP)	59		
2.5.4 Obtention frauduleuse d'une prestation (art. 150 CP)	60		
3. Délits contre l'honneur (art. 173 ss CP)	60		
3.1 Généralités	60		
3.2 Diffamation (art. 173 CP)	61		
3.3 Calomnie (art. 174 CP)	62		
3.4 Injure (art. 177 CP)	62		
4. Infractions contre la liberté	62		
4.1 Menace (art. 180 CP)	62		
4.2 Contrainte (art. 181 CP)	63		
4.3 Séquestration et enlèvement (art. 183 et 184 CP)	64		